

CONFÉRENCE SUR L'ÉPARGNE DE GUERRE ET CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE

Le ministre des Finances explique à une réunion de citoyens éminents, à Ottawa, le but de l'entreprise qu'on veut rendre permanente.

TIMBRES D'ÉPARGNES DE GUERRE.

Coût: \$4.00.

On peut se les procurer dans les banques, les bureaux de poste et les principales gares de chemin de fer.

Le gouvernement les rachètera pour la somme de \$5 en 1924.

Ils sont garantis par le crédit du Canada.

TIMBRES D'ÉCONOMIE.

Ils coûtent 25 cents chacun.

Ils donnent le moyen d'acheter un timbre d'épargne de guerre par acomptes.

On peut en échanger seize pour un timbre d'épargne de guerre.

On peut se les procurer aux mêmes endroits que les timbres d'épargne de guerre.

La réunion des membres du comité National des épargnes de guerre, qui étudient avec sir Thomas White la question de la campagne des Timbres d'épargne de guerre, s'est ouverte au Château Laurier, à 2.30 heures, hier après-midi. Sir Herbert Ames, président du comité, présidait. Il y avait des représentants de toutes les provinces, sauf de l'île du Prince-Edouard. Des discours prononcés par sir Thomas White et par Pierre Jay, représentant du trésorier des Etats-Unis, furent les principaux articles du programme de cette réunion.

Sir Thomas White, qui le premier adressa la parole, exprima d'abord sa satisfaction de l'action de ceux qui étaient venus assister à la conférence tenue dans le but d'étudier la grande question de la campagne des Timbres d'épargne de guerre. Il remercia aussi ceux qui avaient prêté leur concours dans l'Emprunt de la victoire pour leur magnifique coopération durant cette campagne qui avait été pour le Canada une source d'honneur et d'avantages. C'était probablement un des plus grands efforts dont on ait été témoin dans l'histoire de la finance. Si l'on tient compte de la population relative et des ressources financières, c'est probablement le plus considérable emprunt de guerre qui ait été fait jusqu'ici. Quatre-vingt-cinq piastres par tête et une somme de \$684,000,000 souscrites dans un pays qui, avant la guerre, n'avait jamais connu un surplus de plus de \$5,000,000, c'est vraiment une chose remarquable.

Grâce à l'Emprunt de la victoire, le Canada a été en mesure de solder sa dette flottante. Il a maintenant consolidé sa dette. Le Canada n'a plus de dette flottante un peu importante, et le paiement d'une grande partie de la dette consolidée, au point de vue de la date d'échéance, a été retardé de 15 ou 20 ans. C'est aussi un grand avantage que les prêts aient été faits en aussi grande quantité.

L'Emprunt de la victoire permettra au Canada d'obtenir des crédits pour son commerce d'exportation. A son avis, la prospérité future du pays dépendra en grande partie de son habileté à ob-

tenir des crédits pour son commerce étranger. Par suite de la situation actuelle de l'échange, il faudra nécessairement obtenir des crédits considérables au Canada. Comme on l'a déjà annoncé, on a fait des arrangements pour obtenir un crédit se chiffant de \$150,000,000 à \$200,000,000 pour les exportations de produits agricoles.

En continuant son discours sir Thomas déclara que les travaux de reconstruction en France, en Belgique, en Serbie et dans les Etats balkaniques feraient surgir un grand nombre de nouvelles industries et que, par suite de ses grandes ressources naturelles, et de l'habileté de ses manufacturiers, le Canada devrait être en mesure d'obtenir une partie considérable de ce commerce; mais il ne pourra le faire que s'il est en mesure de le financer, ce qui veut dire la mise en réserve de crédits financiers pour un certain nombre d'années à venir. Il dit que c'était un grand avantage national que d'avoir, dans des temps comme ceux que nous traversons, une somme de 500 millions appropriée à ces crédits et à la reconstruction domestique.

POURQUOI LA CAMPAGNE A ÉTÉ RETARDÉE.

Parlant directement de la campagne des Timbres d'épargne de guerre, sir Thomas dit qu'elle aurait pratiquement dû être lancée il y a deux ans et qu'il avait fait des arrangements dans ce sens vers le milieu de l'année 1917, mais le comité de l'Emprunt de la victoire pensant que l'on ne pourrait pas conduire ces deux campagnes en même temps avec avantage, il avait accepté cette opinion. Pour cette raison et bien d'autres, la campagne des Timbres d'épargne de guerre a été remise à cet automne. Ayant été inaugurée après la signature de l'armistice, cette campagne souffrira peut-être du manque de stimulant patriotique dont elle aurait joui durant la guerre.

Le travail de la reconstruction s'est présenté subitement au monde entier. Dès les premiers mois de la guerre il a toujours cru qu'il était du devoir de la population de produire et d'économiser. L'augmentation de la production était alors nécessaire afin que le pays pût exporter davantage et ainsi diminuer la balance internationale du commerce contre nous. Economiser davantage était aussi nécessaire, puisque plus le pays économiserait, plus il serait en mesure de vendre aux autres. La production et l'économie marchèrent dans une étroite union. Le peuple canadien commença de bonne heure à augmenter sa production et à économiser, et, comme résultat, il y a eu une transformation remarquable dans la balance du commerce. Une autre raison, sans doute, ce fut les prix élevés. De sorte que, avec une production augmentée, une balance de commerce adverse de près de \$200,000,000 a été convertie en une balance favorable de \$500,000,000 à \$600,000,000. Et le Canada, après deux ans, était en état de pourvoir lui-même à ses propres finances. Le Canada n'aurait pas pu accomplir ce qu'il a accompli durant la guerre sans l'augmentation de la production et l'économie. Sans cela, il n'aurait pas pu envoyer outre-mer les hommes qu'il y a envoyés.

L'ÉCONOMIE, TEL EST LE MOT. D'ORDRE.

La production et l'économie doivent être les mots d'ordre de la période de reconstruction et pendant certain temps à venir. Les Canadiens doivent produire afin de maintenir dans une position favorable la balance du commerce extérieur. Les Canadiens doivent économiser afin de faire face aux obligations de la guerre. Il était probable que le Canada devrait pourvoir lui-même à ses finances. Ce fut un grand avantage de faire nos emprunts au

Canada. L'expérience a prouvé, en Grande-Bretagne, qu'à la suite d'une grande guerre le peuple doit faire face à la situation en travaillant plus fort, et il était probable que c'était ce que le peuple ferait durant cette période.

Il est absolument nécessaire que le peuple pratique l'économie des anciens jours afin que l'on puisse faire face aux exigences de la guerre. Il est vrai que la guerre n'agira pas comme stimulant durant la campagne d'économie de guerre, cependant si on démontre au peuple qu'il lui faut fournir l'argent nécessaire pour faire marcher le commerce du pays, il fera certainement son devoir. Son propre intérêt et l'intérêt national le fera agir ainsi.

La campagne d'économie de guerre différera des campagnes faites lors de l'emprunt de la Victoire ou de l'emprunt de la Liberté. Ces dernières se sont faites vites et d'une manière agressive tandis que la campagne d'économie de guerre consistera plutôt en une propagande continue dans le but d'instruire les gens. Elle aurait une grande valeur au point de vue national, si on réussissait par ce moyen à faire prendre des habitudes d'économie à la génération qui pousse. Elle progressera lentement au début, mais une fois que l'affaire sera en marche je crois que nous pouvons espérer obtenir de bons résultats.

SIR HERBERT AMES.

Sir Herbert Ames dit que la campagne d'économie de guerre n'est pas un nouveau projet. On le fit connaître après l'avoir retardé; c'est une grosse entreprise, mais il n'y a pas lieu de se décourager. Ce problème avait deux aspects—la reconstruction et le fonctionnement. L'organisation est terminée, et il reste maintenant à voir au fonctionnement. On s'est surtout occupé de ce dernier aspect à la conférence. Si la campagne est un succès, ceux qui y auront pris part auront bien mérité de l'Etat et auront rendu un service qui portera des fruits. Les individus en retireront aussi de gros profits. Quatre dollars placés maintenant rapporteront \$5 dans cinq ans, et le pouvoir d'achat de \$5 en 1924 sera beaucoup plus considérable que celui d'aujourd'hui. La conférence a surtout cherché à populariser cette campagne d'économie. Si on obtient ce résultat le tout sera un grand succès. Les comités provinciaux conduiront la campagne comme ils l'entendent, et avec la coopération du public il n'y a pas de doute qu'on réussira.

Pierre Jay, représentant de la Trésorerie des Etats-Unis, dit qu'il était heureux d'être présent et que sa présence était une preuve de l'esprit de coopération qui existe entre les deux pays. Il est frappé de la similarité des problèmes financiers et des programmes des deux pays. Tous les deux il leur fallait exporter des matériaux à l'étranger et financer ce commerce. En ce qui concerne les Etats-Unis cela, pendant un certain temps, se fera par l'entremise du gouvernement. Plus tard il espère que les négociants pourront accepter les obligations étrangères. Il est évident que les pays européens ne pourront pas, pendant un certain temps, exporter assez de marchandises pour payer leurs importations. Ainsi il faudra leur faire crédit. Il constate avec plaisir que le Canada entreprenait une campagne d'économie de guerre. Les Etats-Unis avaient l'intention de faire la même chose, car la Trésorerie et les gens d'affaires le demandaient. A ce sujet les Etats-Unis n'avaient pas encore atteint le maximum de leur développement en ce sens lorsque la paix nous fut donnée. On avait perfectionné des plans qui, dans l'espace d'un an, auraient fait de ce pays un de ceux où l'on pratique le plus l'économie.

AUX ÉTATS-UNIS.

Il est possible que ce projet d'économie de guerre aux Etats-Unis devienne une institution permanente dans le domaine de la finance fédérale. On fera probablement résonner haut la note de l'économie, mais il y a des obstacles à cet appel. On a basé la participation à la guerre sur un idéal élevé, et il semble qu'il faudra mettre de l'avant un idéal quelconque dans toutes les grandes entreprises nationales. Au cours de la guerre, le peuple des Etats-Unis s'est aperçu que sa richesse ne consistait pas tant en actions, obligations et hypothèques, qu'en fermes, fabriques, et dans le travail de ses hommes et de ses femmes. On exprima alors l'opinion que le coût du nécessaire pourrait être diminué dans la proportion que l'on diminu-

ON RÉSERVE LE DROIT DE FIXER LE PRIX DE L'ACIER

Le Bureau du commerce de guerre garde son contrôle pour le cas où des plaintes seraient portées.

Le Bureau du commerce de guerre annonce ce qui suit:

Étant donné le fait que les derniers événements ont apporté plus de liberté au marché de l'acier, et aussi que certaines restrictions ont été ou levées ou modifiées par les Etats-Unis, il ne sera plus nécessaire à l'avenir de s'adresser au Bureau du commerce de guerre pour en obtenir l'autorisation de disposer des stocks d'acier en se servant des formules employées jusqu'aujourd'hui. Il ne sera pas non plus nécessaire de faire des rapports mensuels comme dans le passé. Les marchands et autres intéressés peuvent maintenant disposer de leurs stocks à leur gré. Mais le Bureau se réserve le droit de fixer les prix de l'acier dans le cas où l'on se plaindrait à lui que les prix demandés sont exorbitants.

Commission d'enregistrement du Canada.

La Commission d'enregistrement du Canada se compose actuellement de l'hon. G. D. Robertson, président; de E. McG. Quirk, vice-président; de G. M. Murray, de Tom Moore, de l'hon. F. B. McCurdy, de Phlémon Cousineau, de Mme A. M. Plumpton, de E. L. Newcombe, de J. D. McGregor et de H. C. DeWolf, secrétaire.

rait la production et la vente des articles de luxe.

Au sujet de la reconstruction, M. Jay dit que le problème de la reconstruction ne se posait pas de la même façon aux Etats-Unis qu'en France, qu'en Belgique, et que dans les autres pays dévastés par la guerre, car il n'y avait pas eu de destruction en ce pays. Aux Etats-Unis il ne s'agit que d'un problème de réajustement. De ce côté, il fallait surtout envisager la question des salaires. Depuis le début de la guerre les salaires ont augmenté de beaucoup, ce qui a causé une forte augmentation des prix, et en plus ces salaires élevés ont eu pour résultat de multiplier aussi d'une façon considérable le nombre des achats. En conséquence, le commerce a été très florissant. La classe ouvrière s'opposera probablement au rabaissement des salaires, et il est évident qu'ils ne descendront jamais au niveau qu'ils occupaient avant la guerre. Il faudra donc avec ces salaires élevés produire les articles nécessaires à la vie à des prix qui seront à la portée de tous. Si on pouvait persuader le peuple à être plus raisonnable dans ses achats et ainsi à économiser afin de pouvoir augmenter la production, il serait possible de résoudre ce problème. On pourrait peut-être trouver de ce côté la base d'une campagne permanente d'économie.

Les personnes suivantes étaient présentes: L'hon. Cyrille Delage, Québec; Campbell Sweeney, Vancouver; H. A. Allison, Calgary; John Blue, Edmonton; l'hon. G. A. Bell, Regina; R. K. Scarlett, Regina; John Galt, Winnipeg; Bruce Campbell, Winnipeg; G. M. Reid, London; major Ingram, London; W. M. Birks, Montréal; P. de Martigny, Montréal; W. A. Black, Halifax; J. E. McPherson, Ottawa; Dr Putnam, Ottawa; sir Geo. Burn, Ottawa; capt. J. H. Code, Ottawa.

G. W. Jones agit en qualité de secrétaire-archiviste.